

Objektyp: **Miscellaneous**

Zeitschrift: **Ingénieurs et architectes suisses**

Band (Jahr): **109 (1983)**

Heft 21

PDF erstellt am: **11.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Environnement électoral

par Jean-Pierre Weibel, rédacteur en chef

L'approche des élections fédérales se traduit par un regain d'intérêt — largement affiché — du monde politique pour la protection de l'environnement. Etonnées et quelque peu embarrassées, les associations écologiques se voient subitement accorder par les Chambres la reconnaissance officielle refusée le printemps dernier. Les projets d'initiatives sortent des cartons, les forêts trouvent des défenseurs aussi passionnés que soudains, bref, les élections nous offrent l'occasion d'effacer toute souillure et de ramener notre pays en l'état idyllique dont nous rêvons.

Ne sourions pas de cette démagogie, mais efforçons-nous d'établir les critères de nos préférences électorales extra-politiques.



1. Vocations suspectes

Il serait immoral d'honorer de nos suffrages des vocations écologiques que leur éclosion synchronisée avec l'ouverture de la campagne électorale rend suspectes. Il serait dangereux de ravalier la qualité de la vie au rang d'argument électoral.

Nous l'avons déjà relevé ici, la protection de l'environnement demande des compétences approfondies, tant sur le plan technique que dans le domaine économique. Il est irréaliste de faire abstraction des coûts de cette protection ou de les mettre à la seule charge des producteurs tout en donnant bonne conscience aux consommateurs. Notre avenir peut être gravement hypothéqué si nous est imposée une politique de l'énergie basée sur le seul concept écologique, sans égard pour la sécurité et l'équilibre de l'approvisionnement.

Malheureusement, les préoccupations électorales peuvent conduire à rejeter à l'arrière-plan de telles réflexions, peu enthousiasmantes.

Il est peu de domaines où s'expriment autant de «spécialistes» si peu compétents. La minceur du bagage scientifique et technique est compensée par une propension à désigner des «coupables»

auxquels l'auditeur de ce discours écologique ne s'identifie évidemment pas. «Ils» bétonnent le paysage, «ils» gaspillent l'énergie, «ils» empoisonnent nos lacs, nos rivières, nos aliments, notre air!

2. De quelques enjeux importants

Ce n'est pas de prédicateurs que nous avons besoin à Berne, mais de décideurs. Il est bien plus facile de décréter, comme au Café du Commerce, «qu'il n'y a qu'à», que de prendre la responsabilité d'un choix. Il faut admettre que certaines décisions capitales ont été reportées ou esquivées avec discrétion et efficacité.

La protection de l'environnement est réellement importante; les problèmes ne se trouvent pas forcément là où on les dénonce et les solutions ne sauraient être schématiques. Prenons les problèmes des coûts de la santé, de la pollution des eaux et de l'air ainsi que des finances fédérales: ont-ils un dénominateur commun?

Non, si l'on attend un train de mesures capables de les résoudre simultanément. Oui, si l'on admet que certaines décisions permettraient d'apporter une contribution partielle à la solution de cha-

cun d'eux. C'est ainsi qu'une véritable politique des transports réduirait les coûts sociaux liés au trafic routier, ménagerait un peu mieux l'environnement et diminuerait les déficits des transports publics à la charge de la Confédération. Pourtant, depuis cinq ans et demi qu'a été présentée la Conception globale des transports, sa réalisation semble s'éloigner de plus en plus. Souhaiterait-on voir le hasard et l'opportunisme se substituer à la raison pour régler les problèmes énoncés par la CGST que l'on ne s'y prendrait pas autrement...

L'avenir des centrales nucléaires empoisonne d'autant mieux la vie politique en Suisse qu'il reste dans le vague. D'incertitude en non-décisions, on suscite les initiatives les plus extrêmes et on améliore leur audience. Aucune décision ne saurait être pire que pas de décision du tout!

Essayons de discerner, parmi les candidats qui sollicitent nos suffrages, ceux dont les options n'ont pas varié au gré du climat électoral: ceux-là auront probablement le courage de décider. A nous de savoir si leurs vues correspondent aux nôtres.

Le catalogue des décisions non prises fournit assez d'objets pour étoffer les réunions électorales et sonder les candidats.

3. Un atout trop oublié

A l'ombre des thèmes les plus fréquemment mentionnés, il en est un volontiers oublié, bien qu'il soit capital pour notre avenir: la recherche technique et scientifique. Lorsqu'il s'agit d'assainir les finances publiques, la tentation démagogique est forte de réduire les moyens consacrés à la recherche. Difficiles à présenter de façon tangible et convaincante, les travaux de recherche ne constituent pas un cheval de bataille bien fringant. Comment expliquer le lien entre ces activités souvent hermétiques, se déroulant dans des laboratoires et des instituts plutôt mystérieux, et l'avenir de notre vocation industrielle? Comment convaincre du bien-fondé d'investissements considérables dont il n'est pas possible de chiffrer les fruits?

Il est donc important de choisir des parlementaires comprenant le rôle de la recherche, y compris de la recherche fondamentale, pour la compétitivité de la Suisse sur le plan international. Ils doivent savoir et faire savoir que le financement de la recherche par les pouvoirs publics est l'indispensable complément des efforts de l'industrie. Plus il y aura à Berne de nos représentants convaincus de cette évidence et mieux notre pays sera à même d'affronter les défis de l'avenir, y compris la préservation d'un cadre de vie à léguer en toute bonne conscience aux prochaines générations.

Jean-Pierre Weibel